

Nous sommes avec vous, soyez avec nous !

# ÉLECTIONS 2024

Evitons de nous faire manger...



## QUE DISENT LEURS PROGRAMMES ?

### ATTRACTIVITÉ DU MÉTIER

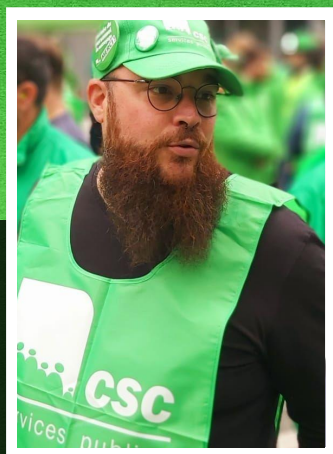
Des accords non-aboutis en 2023 en nous offrant une misérable augmentation...

### RECRUTEMENT

1043 recrues en lieu et place des 1600 promises en 2023...

### RÉGIME FIN DE CARRIÈRE

La NAPAP qui passe à la trappe, une carrière qui se rallonge...



**TURRA ANTHONY**

*Secrétaire permanent  
Coordinateur Corps spéciaux*

*Groupe Police*



# Le présent document est un recueil des différents programmes des principaux partis politiques et leurs visions respectives à l'égard du monde policier...



## Sous la VIVALDI nous avons souffert !

Le 26 mai 2019, nous étions aux urnes.

Il faudra ensuite attendre 494 jours et le 30 septembre 2020 pour que 7 partis (le PS, l'Open VLD, le CD&V, le MR, Vooruit, Ecolo et Groen) trouvent enfin la voie d'un accord gouvernemental appelé « la Vivaldi ».

Il est également important de rappeler que le gouvernement Michel avait chuté en décembre 2018 ce qui porte de la sorte à 600 jours au total l'attente d'un gouvernement.

Bien évidemment, il est impossible pour le monde policier de ne pas souffler de lassitude sur ces 4 années de la Vivaldi...

Les accords sectoriels continuons à pleurer !  
La NAPAP qui nous dit au revoir !

Doit-on espérer mieux ?  
Doit-on croire les promesses que vous allez lire dans les programmes que vous allez découvrir dans les pages qui suivent ?

A vous de choisir...

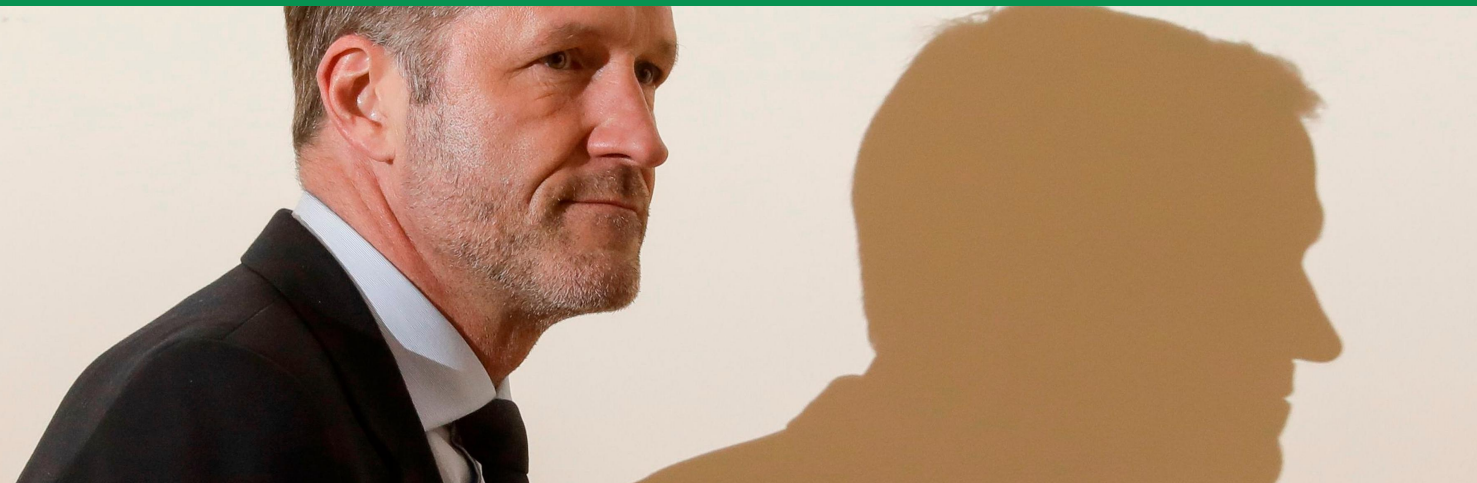
**Comme le dit Philippe Geluck :**  
**Celui qui ne vote pas n'a pas le droit de se plaindre des résultats.**

Une lecture des programmes que effectuée en toute objectivité. En essayant au maximum d'y détecter les éléments pertinents qui peuvent intéresser notre profession.

Je dois bien vous l'avouer...  
Je n'ai personnellement pas encore choisi pour qui je voterai.  
A contrario, j'ai déjà choisi pour qui je ne voterai pas !

Mica





# Un programme de 1220 pages où le chapitre 24 aborde au point 2 - **La police**

## En introduction,

Le PS se dit être un défenseur d'une police proche du citoyen, à la pointe de l'expertise et bénéficiant des moyens nécessaires pour ce faire tant sur le plan matériel qu'humain.

## Que dit le PS ?

Le PS préconise pour la **police de proximité** de renforcer l'approche préventive de la sécurité de proximité, de renforcer, revaloriser et promouvoir le rôle d'agente et d'agent de quartier, de renforcer les autres acteurs et actrices (hors police) de la sécurité de proximité, de promouvoir les services de prévention de la police, de promouvoir les patrouilles de proximité qui permettent une intervention rapide, à l'image des policiers à pied ou à vélo dans les villes, de veiller à ce que chaque citoyen bénéficie d'un service équivalent sur l'ensemble du territoire.

Le PS vise également à promouvoir une **police reflétant la société** (campagnes de recrutement ciblées auprès de la population par exemple en mettant en avant les femmes ou les personnes issues des minorités qui travaillent au sein de la police).

Ensuite vient la **place de la victime** prise en charge de manière adéquate en veillant à la disponibilité des policiers pour les dépôts de plainte.

Le PS vise également à **développer l'accessibilité numérique** de la police.

Le PS désire également permettre **l'affectation des biens saisis par la police à l'associatif**.

Le PS estime que **la police devrait davantage consulter la population**, par exemple par l'organisation de réunions citoyennes, sur une base périodique ou lorsque des événements particuliers mettant en cause des fonctionnaires de police.

Le PS demande également de **garantir le droit à la prise en charge médicale des personnes arrêtées**.

Le PS désire créer la fonction de **magistrat** de référence « **violences policières** » au sein du Ministère public.

De plus, il faudrait améliorer et centraliser la collecte des informations relatives aux violences illégitimes de la police et d'assurer le respect du principe d'égalité et de non-discrimination des contrôles d'identité de la police.

Le PS vise à **interdire formellement le profilage ethnique**.

Le PS demande également un cadre légal plus clair pour les citoyens qui filment la police. Ceci est un droit essentiel à la démocratie en rappelant les obligations des citoyens en la matière.

**Le PS désire également protéger les policiers victimes de violence.** Il faudrait s'assurer que les

poursuites soient effectivement menées.

Le PS désire **mieux outiller la police face aux problèmes de santé mentale**.

Le PS désire **clarifier les possibilités qui s'offrent aux juges d'ordonner des contrôles d'identité** en dehors des cas prévus expressément par la loi. Le contrôle d'identité ordonné par un juge n'est pas expressément prévu par la loi. S'agissant d'une mesure attentatoire aux libertés, un cadre clair s'impose.

## La police fédérale ?

**Une police fédérale à la pointe de l'expertise, soutien des zones de police.**

De plus, **renforcer la sécurité dans les gares et les trains**.

Le désinvestissement dans le service de la police fédérale des chemins de fer touche l'ensemble du territoire.



Le PS désire aussi développer les compétences de la police fédérale en matière d'innovation et de recherche et développer et soutenir davantage ces services.

Sur la pyramide des âges, le **PS veut lutter contre la perte d'expertise et assurer le transfert d'expérience et de savoir aux nouvelles recrues.** Le fonctionnaire de police sur le point de prendre sa retraite doit pouvoir exercer le rôle de tuteur quelques mois avant son départ.

Le PS veut **accélérer les recrutements** afin de compléter le cadre de la Direction de sécurisation de la police fédérale (**DAB**).

## Les Moyens ?

**Garantir un juste financement des zones de police,** redéfinir les missions de la police locale ( Pour les socialistes, la redéfinition des normes minimales des fonctionnalités de base devra faire la part belle à la police de proximité), Veiller à ce l'optimalisation de la taille des zones de police ne porte pas atteinte

à la mission essentielle de police de proximité.

**Des fusions de zones de police pourraient être envisagées** afin d'atteindre une taille optimale.

Il faut aussi imposer au gouvernement fédéral de compenser financièrement toute réforme impactant les zones de police.

Il est également essentiel de veiller à davantage de synergie entre les zones de police et la police fédérale dans les marchés publics.

## La formation ?

**Des collaborateurs de qualité travaillant dans des conditions dignes : renforcer l'attractivité de la police.** Avec un recrutement rapide et de qualité. Il faudra également **réformer la formation policière afin d'en améliorer la qualité. En intégrant la formation des policières et policiers dans l'enseignement supérieur.**

Améliorer et rationaliser les lieux d'entraînement. Les stands de tirs et les autres infrastructures dédiées à l'entraînement des policiers et policières sont souvent vétustes ou inadaptés à une police moderne.

## Le cadre de travail ?

La priorité des priorités est de réinstaurer un climat de confiance entre l'autorité publique et les syndicats. Dans ce sens, veiller à ce que les efforts en termes de

revalorisation du personnel soient pérennisés et poursuivis. **A tout le moins, il convient de veiller à ce que les conditions sociales de la police soient alignées sur la fonction publique fédérale, et des métiers de la sécurité en particulier ;**

Il faudra également, établir un plan de rénovation et d'entretien des bâtiments de la police fédérale.

L'amélioration des conditions de travail des policiers passe aussi par une amélioration de l'environnement de travail. Régulièrement, les médias font écho de situations inacceptables dans les bâtiments de la police, en particulier de la police fédérale. Certains ont même été fermés pour des raisons sanitaires ou de sécurité.

C'est le cas des infrastructures de la police judiciaire de Liège. Des difficultés identiques sont rencontrées à Charleroi, Namur et Dinant.

**Le PS propose d'établir un plan de rénovation et d'entretien des bâtiments de la police fédérale en mettant la priorité sur le bâti qui présente le plus de risque pour la santé des travailleurs**

## Fin de carrière ?

En raison de son lourd impact sur le physique et le mental, le métier de policier est l'un de ceux, parmi les fonctions publiques, le plus

marqué par la pénibilité. Le recul de l'âge de la pension a un impact particulier sur cette fonction. Prendre en compte la **pénibilité** de la fonction des policiers dans la future réforme des pensions ; Dans cette attente, **préserver** les systèmes des **tantièmes** préférentiels qui leur permet d'obtenir plus rapidement que les autres fonctionnaires une pension complète ; **Prévoir un régime de fin de carrière attractif dès 45 années d'ancienneté** en veillant à compenser l'impact financier des aménagements de fonction et en assurant l'application uniforme de ce régime dans toute la police intégrée.

## Charge mentale ?

Renforcer le soutien médical, psychologique et médical au profit des policières et des policiers. En renforçant et coordonnant le personnel d'encadrement, dont des médecins et des psychologues, en organisant des formations à la gestion du stress à destination des policières et policiers.

En créant également un fonds d'indemnisation des policières et policiers victimes d'actes intentionnels de violence leur permettant d'être remboursés des dommages non pris en compte actuellement par les pouvoirs publics.





# ecolo

## Un programme de 338 pages - **La police** (en page 309)

### 1° Point ...

Ecolo désire créer une « **Agence nationale de gestion des risques et crises** » pour mieux réagir en situation de crise.

Les inondations en 2021, la pandémie en 2020 ou encore les attentats en 2016 nous obligent à élever le niveau de préparation et de professionnalisation des autorités et ce, à tous les niveaux de pouvoir....

### Ensuite, ...

Lancer un **Plan « SOS » (Save our Safety) pour une sécurité civile renforcée** est le second point dans la partie police. Mais on y parle de protection civile et des pompiers... La police n'y apparaît pas.

Ensuite Ecolo préconise de **former les plus jeunes à la prévention, mais aussi aux risques et crises de demain** pour impliquer davantage les citoyens et citoyennes dans leur sécurité.

On parle ici du partenariat avec les écoles...

Pour Ecolo, il faut également **renforcer les collaborations entre les services de prévention**. Cela concerne les partenariats entre police et intervenants sociaux, centre CPVS...

### Et pour la police ?

Ecolo pointe du doigt une **crise de confiance s'installe entre des citoyens et citoyennes, d'une part, et la police, d'autre part**. La dégradation de ces relations est notamment imputable à certains dysfonctionnements structurels au sein de la police (violences, racisme, etc.). Pour ce faire, Ecolo vise à **démocratiser et réformer l'institution policière**.

Ici les mesures sont nombreuses et variées :

Entre autre, améliorer la

transparence et la communication du parquet et de la police sur leur fonctionnement et leurs actions tout en garantissant les droits fondamentaux des personnes impliquées.

Mais également, réformer le Comité P en limitant à la moitié du personnel les personnes issues du monde policier.

Il faudra aussi veiller à ce que la police locale limite son appui à la police fédérale pour remplir son rôle premier de police de proximité.

Ensuite, **les policiers et policières ne devraient pas seulement rendre en compte en interne, mais aussi à l'extérieur**.

En guise d'approche des fusion, il faudra évaluer la manière la plus pertinente de procéder à la fusion de zones de police et à la mise en place d'une nouvelle clé de répartition de la capacité policière entre les

communes (pour remplacer l'actuelle norme KUL) afin de mieux répartir et augmenter les moyens alloués à la police.

### Pour les policiers ?

Ecolo préconise des investissements matériels et des incitants financiers pour l'atteinte d'objectifs par les zones de police : formation continue, plan climat, diversité des corps.

Le parti invite également à privilégier, les patrouilles à vélo et à pied aux patrouilles en voiture.

**Formation plus longue, mais pour un salaire plus élevé.**

Pour Ecolo, il faut **revaloriser la rémunération des policiers et policières, en lien avec une formation plus longue** dont les policiers bénéficieraient.

# ecolo

Et pour cette formation plus longue, Il faut la réformer en profondeur.

Ceci concerne aussi la formation continue qu'Ecolo tend à rendre obligatoire et plus uniforme.

**Quant à la formation de base. Il faudra intégrer des cours absents ou pas suffisamment approfondis,** notamment : sciences humaines et sociales, droits humains, lutte contre le racisme et les discriminations, accueil des victimes, communication non-violente...

## Les violences policières et violences contre les policiers.

La police doit être irréprochable afin de jouer pleinement son rôle de gardienne de nos libertés fondamentales. **À cet égard les violences policières sont inacceptables. Un plan ambitieux doit être mis en place pour stopper ce fléau.**

Il faut dans ce sens, protéger les lanceuses et lanceurs d'alerte ainsi que le droit de filmer les actions policières, qui permettent une identification effective des policiers et policières.

En continuité il faut aussi mieux définir les critères selon lesquels les contrôles d'identité doivent être motivés pour éviter toute approche arbitraire.

Heureusement pour Ecolo il faut également que la police puisse être pleinement respectée dans son rôle de gardienne des libertés fondamentales. Dans ce sens, le parti préconise de mettre en place un dispositif de lutte contre les violences émises à l'encontre de policières et policiers en fonction.

## Les libertés individuelles.

Pour Ecolo, il faut **interdire la reconnaissance faciale généralisée et l'usage de logiciels espions, pour**

## protéger les droits fondamentaux.

L'utilisation généralisée des technologies de surveillance biométriques induisent des risques importants pour une série de droits fondamentaux, tels que le droit à la dignité humaine, le droit de résister à l'oppression, le droit d'avoir une croyance, le droit à l'autodétermination. Une attention accrue doit être portée au développement de ces technologies, dans le cadre notamment de la politique migratoire européenne.

Pour Ecolo, il faut également **garantir le respect des libertés fondamentales dans le cadre des politiques belges et européennes en matière de sécurité et de surveillance.**

Pour ce faire, il faut intégrer le COC (organe de contrôle de l'information policière) à l'Autorité de Protection des Données (APD) pour une meilleure gestion

démocratique des données personnelles des citoyens et citoyennes belges. Il faut également réaliser un audit des législations européennes en matière de sécurité, afin de déterminer leur conformité avec le droit européen notamment en matière de protection des droits fondamentaux.

**Et ?**

Et c'est tout...





## Un programme de 311 pages - **La police** (en page 151)

### Une police renforcé

Le MR désire un renforcement des moyens humains et financiers de la police

Le MR veut remettre le régalien au cœur des politiques publiques et lui donner la place qu'il mérite.

Cela passe par un **renforcement des services de Police, également au niveau de leurs moyens budgétaires.**

Cet effort financier doit également être lié à un certain nombre de réformes organisationnelles visant à une meilleure efficacité de la Police, telles que **l'étude de la fusion des zones de police, sur base volontaire,** le développement de l'e-police ou une clarification des missions entre la police fédérale et la police locale.

**Il faut, par ailleurs, davantage de personnel** ainsi qu'un investissement

important en termes de moyens techniques (matériel, bâtiments etc.) mis à disposition de nos policiers.

Le MR souhaite investir dans la police fédérale, et plus spécifiquement dans la police judiciaire, pour lui permettre de recruter des profils spécialisés, et de veiller à un financement suffisant en personnel, en matériel et en formation dans la durée, particulièrement dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

### L'attractivité...

Pour le MR, les policiers assument des fonctions essentielles et font face à des réalités quotidiennes compliquées. En plus des difficultés liées à l'organisation de leur travail (travail de nuit) ou à son image (mépris pour la fonction), ils peuvent être victimes d'agressions physiques et verbales dans

le cadre de celui-ci. **Une revalorisation de ces fonctions est donc nécessaire** pour y attirer meilleurs talents et pour maintenir la motivation du personnel actuel.

Il faut également permettre aux policiers de bénéficier d'un programme d'accompagnement favorisant le bien-être et la satisfaction du personnel tout au long de leur carrière et même après en prévoyant **un aménagement moderne et adapté des retraites.**

### Le respect...

**Le MR veut que toute forme de violence physique ou verbale à l'égard de policiers et, plus généralement, d'agents exerçant une fonction sociétale soit plus sévèrement sanctionnée.**

Face à la violence subie quotidiennement par nos forces de l'ordre (policiers et pompiers), nous considérons

également qu'il faut simplifier l'accès aux assurances et aux remboursements médicaux en cas de blessures dans le cadre du service.

Il faut en outre s'assurer qu'ils disposent du matériel de protection nécessaire et d'armes correspondant à la fréquence et à la dangerosité de leur quotidien. A cet égard, le recours à des armes non létales ainsi qu'aux bodycams peut être approfondi.

Pour le MR, il faut également En matière de prévention, nous voulons rapprocher la jeunesse du monde de la police. Il faut prévoir des programmes à l'école dans ce but et développer dans les communes des événements sportifs et ludiques mixtes mêlant des jeunes et des représentants de forces de sécurité (police et pompiers). Ces actions de proximité font tomber des barrières et créent du lien.



Ensuite le MR préconise des policiers bien formés aux spécificités de la lutte contre la violence faite aux femmes et aux personnes LGBTQI+.

## Zéro impunité

Pour le MR, il faut une lutte renforcée contre le trafic de drogues dures.

Dans ce sens, si une série de mesures ont été prises pour lutter contre ce phénomène grandissant, la situation reste alarmante.

En matière de lutte contre les trafics de drogue en rue, le MR souhaite la mise en place de sanctions plus sévères à l'égard de tous les consommateurs de drogue dure. Les consommateurs doivent comprendre que prendre de la drogue contribue au financement des organisations criminelles. Ils doivent être punis via des sanctions financières plus dures et une incarcération en cas de récidive. Afin de lutter contre la drogue, il convient également **de renforcer les patrouilles de policiers dans les quartiers au sein desquels les trafics et la**

**consommation de drogues prolifèrent.** Davantage d'équipes anti-drogue doivent être présentes et il faut favoriser la mise en place des perceptions immédiates si des personnes sont en possession de drogue en rue. Pour les trafiquants, un renvoi direct vers le tribunal doit être la norme.

Un autre point mis en avant par le MR est la notion de **Casseurs-payeurs** : une lutte accrue contre la délinquance urbaine.

Renforcer la sécurité des personnes est une priorité. Il faut garantir l'intégrité physique, veiller à la protection des biens, à la sécurisation des domiciles, donner une réponse rapide lorsque des infractions sont commises, réprimer de façon juste et efficace et assurer une réparation effective en faveur des victimes et de l'Etat.

Afin de réprimer de façon juste et efficace et d'assurer une réparation effective en faveur des victimes et de l'Etat, nous proposons de faire payer aux auteurs de délinquance urbaine les frais de dédommagement suite à des dégradations ou des atteintes à la personne. Le

MR veut imposer à ces auteurs une dette imprescriptible qui pourrait être commuée en une peine de travail ou en prestation au bénéfice de la communauté. Une suspension des allocations sociales pour les casseurs et les personnes liées au crime organisé en cas de récidive doit également pouvoir être prononcée.

Le MR souhaite renforcer l'utilisation de caméras de surveillance qui permettent d'identifier facilement les comportements inciviques. Pour le MR, il faut généraliser, dans le cadre de l'autonomie communale, la possibilité de sanctionner, par le biais de sanctions administratives communales, un auteur d'infraction dès l'âge de 14 ans.

## Le MR désire également des peines réellement exécutées.

Outre, l'exécution des petites peines le MR désire une Justice plus rapide. A cette fin, il faudrait apporter une réponse pénale immédiate en lieu et place de juger des délinquants des mois plus tard. Le MR propose d'instaurer en Belgique un vrai modèle de comparution immédiate des détenus, sur le modèle français, afin de juger rapidement des faits simples et clairs qui ne nécessitent pas une enquête approfondie.

Le MR signale dans ce sens qu'à l'heure actuelle, une

menace de mort à l'encontre d'un policier (passible de trois mois de prison) est classée automatiquement sans suite. Une rébellion à l'égard des forces de l'ordre pour laquelle une peine de six mois de prison peut être requise est également laissée sans conséquence.

## Dans la continuité, pour le MR, des peines renforcées pour la grande criminalité.

Le MR désire également l'exigence de séjour légal afin de bénéficier d'une libération avant un procès. Il faut pour cela pouvoir maintenir automatiquement en détention préventive les individus en attente de procès qui sont sans papiers et/ou en situation illégale plutôt que de les relâcher.

Le MR met également en avant son désir de sanction de l'apologie du terrorisme et le contrôle des associations incitant à la haine. Dans la continuité, l'expulsion automatique des personnes radicalisées frappées par un ordre de quitter le territoire.

## Pénibilité

Le MR souhaite mettre en œuvre la réforme qui permet aux travailleurs (salariés, indépendants et fonctionnaires) ayant exercé une fonction pénible, soit d'anticiper leur départ à la retraite, soit de poursuivre leur activité professionnelle et de bénéficier en ce cas d'une pension plus élevée.





## Un document spécifique existe (65p) **Une Stratégie justice-police pour une société juste et apaisée.**

### Vision !

Les engagés veulent **une société juste et apaisée.**

**Sans la Justice et la police, il n'y a pas d'Etat de droit.**

**La Justice et la police sont en crise depuis les années 80.**

Pour rétablir la confiance et permettre un débat serein avec les acteurs sur les réformes nécessaires, il est indispensable de leur donner très rapidement les moyens que prévoient les dispositions légales et réglementaires et de se doter des outils de pilotage du système. Sans cela, les réformes proposées se heurteront à l'hostilité des acteurs qui brandiront le manque de moyens et l'incapacité de mesurer l'impact des réformes.

### Le cadre...

**Le non-respect du nombre de cadres et tableaux reprenant ceux-ci par les**

**gouvernements successifs sont illégaux et donc injustifiables en droit. Il faut donc qu'ils soient respectés ou réadaptés aux réalités du terrain.**

L'effectif total de la police intégrée s'élève à 47.977 ETP policiers, soit 39.151 ETP du cadre opérationnel et 8.826 ETP du cadre CAllog.

Le cadre CAllog de la police fédérale s'élève à 2.943 ETP sur un cadre qui est fixé à 3.381 ETP, soit un manque de personnel de 438 ETP ;

**Le déficit en personnel de la police intégrée (tout cadre confondu) est estimé à près de 3684 policiers opérationnels : environ 2.158 à la police fédérale et 1.526 à la police locale.**

### Citoyens satisfaits...

Les engagés signalent également une information exposant la satisfaction par rapport aux services d'accueil de la police:

Il appert que plus de 2/3 des répondants se disent satisfaits ou très satisfaits concernant l'accueil au bureau de police.

D'une autre part, Plus de la moitié des répondants se dit satisfaite de l'accueil par les services d'assistance policière aux victimes.

### Justice trop lente...

**Les justiciables et les acteurs de la Justice s'accordent pour dire que la Justice est trop lente, n'est pas assez accessible.**

Dans ce sens, les juges ne parviennent pas à condamner assez rapidement les personnes poursuivies, ce qui crée un sentiment d'impunité et d'injustice. L'exécution des peines se déroule beaucoup trop tardivement après la condamnation.

Dans la continuité, les engagés signalent que la police n'est pas suffisamment présente sur le terrain pour prévenir et

régler les tensions et pour rassurer les citoyens.

**Faute de moyens suffisants, la police n'est pas assez présente, pas assez disponible, pas assez forte pour faire face au crime organisé et au trafic de drogue ; notre Justice est trop lente, pas assez accessible, pas assez humaine et trop sollicitée.**

### Pol Fed Vs Pol Loc

Pour les engagés, **la police fédérale est incapable d'assurer pleinement ses missions étant donné qu'elle ne dispose pas des effectifs et des moyens nécessaires.**

Cette situation impacte également les effectifs de la police locale qui doivent de plus en plus assumer certaines missions de la police fédérale.

## KUL...

L'actuel mécanisme de financement des zones de polices, basé sur la norme dite **KUL**, n'est plus en adéquation avec les besoins réels des zones de police. En effet, elle ne tient pas compte de l'évolution démographique, des sept fonctionnalités de base, d'une série de facteurs environnementaux tout à fait pertinents qui peuvent influencer sur le besoin et la capacité policière comme la présence de tribunaux, la présence d'une zone frontalière, la présence de prisons, etc.

**Il est donc essentiel de remplacer la norme "KUL" par une nouvelle norme qui calcule l'effectif nécessaire pour faire fonctionner chaque zone de police.**

## Attractivité

**Soixante-trois allocations et indemnités au profit du personnel policier ont été supprimées** et l'accord sectoriel n° 537/1 adopté le 28 octobre 2022 prévoyant une augmentation salariale pour le personnel opérationnel et une correction salariale pour les CALog, fut reporté de quasi

une année.

**Ces décisions ont contribué à rendre la fonction de police moins attrayante.**

Pour les engagés, il faut donc un renforcement des services de Police, également au niveau de leurs moyens budgétaires.

**Les engagés préconisent un certain nombre de réformes organisationnelles visant à une meilleure efficacité de la Police, telles que l'étude de la fusion des zones de police, sur base volontaire, le développement de l'e-police ou une clarification des missions entre la police fédérale et la police locale.**

**Il faut, par ailleurs, davantage de personnel ainsi qu'un investissement important en termes de moyens techniques (matériel, bâtiments etc.) mis à disposition de nos policiers.**

## La pénibilité

La Cour Constitutionnelle a annulé, le 10 juillet 2014, l'ensemble du régime préférentiel de pensions pour les membres du cadre opérationnel de la police intégrée.

Dix ans après cet arrêt, il est urgent d'aboutir à la mise en place d'un régime de fin de carrière qui tienne compte de la pénibilité et de la

dangereux du métier de policier.

En attendant l'entrée en vigueur d'un régime de fin de carrière spécifique aux policiers, le Fédéral doit prendre en charge le coût de la Napap pour l'ensemble des membres de la police intégrée.

## Les conditions de travail

Certains bâtiments de la police fédérale sont dans un état de délabrement inquiétant.

C'est le cas notamment des bâtiments occupés par la police judiciaire fédérale de Liège pour lesquels des arrêtés d'insalubrité ont été pris, le 5 décembre 2022, mettant les membres de la PJF à la rue.

La Régie des bâtiments doit débloquer les budgets nécessaires afin d'offrir des conditions acceptables au personnel policier.

## Violence contre la police

**Les violences à l'encontre de la police sont inacceptables.**

Les engagés désirent mettre en œuvre les moyens pour que tout fait de violence avéré à l'encontre de policiers reçoive rapidement une réponse pénale adaptée notamment par le biais d'une procédure accélérée, et que les victimes puissent bénéficier de toutes les aides utiles (assistance en Justice, aide psychologique, etc.).

L'outil MISI - Melding Incidenten Signalements Incidents - qui sert à enregistrer les faits de violence contre et par la police doit être amélioré pour permettre d'obtenir des chiffres plus précis.

### 1.B. LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR LA POLICE

- Le déficit en personnel de la police intégrée est estimé à près de **3600 policiers opérationnels**: environ **2.000 à la police fédérale et 1.600 à la police locale**
- 1.400 policiers partent, chaque année, à la pension**. En d'autres termes, il faudrait recruter chaque année 1.400 policiers pour rester au niveau
- De 2015 à 2017, on a recruté seulement **800 policiers au lieu de 1.400**
- En trois années, nous avons donc **perdu 1.800 policiers** (600 X3)
- Par ailleurs, la capacité de formation dans les académies est de 1600 agents par an, soit 200 en plus que ce qui est nécessaire pour rester à un niveau équivalent. Au total, nous aurions **besoin de 9 années** avec un engagement de 1.600 effectifs par an **pour récupérer le nombre de policiers d'avant 2015**
- Durant cette législature, nous ne sommes même **pas arrivés à recruter 1.600 policiers par an**
- Au sein de la police judiciaire fédérale (PJF), on dénombre une **perte de capacité d'environ 1.000 enquêteurs ETP sur 20 ans**





## Un document appelé « 100 propositions de **Défi** pour restaurer la confiance des Belges **dans la police et la justice**

### Vision !

Les 100 propositions de Défi sont fondées sur de nombreuses années d'expertise, de rencontres, de discussions, d'échanges avec des acteurs de terrain, des associations ou encore des citoyens, qui, comme nous, souhaitent contribuer à un **système judiciaire et policier plus juste, plus protecteur et plus pragmatique.**

1° Le refinancement accru de la justice et le remplissage des cadres de la magistrature.

2° La transformation de notre politique carcérale.

3° Le renforcement de la lutte contre la criminalité financière et la corruption.

4° La lutte acharnée contre les trafiquants, le terrorisme et la cybercriminalité en refinançant l'institution policière et en la dotant des moyens financiers, humains et opérationnels adaptés

pour faire face aux défis du 21ème siècle.

5° Le maintien d'une police de proximité respectée.

**Défi** veillera donc à défendre une **vision de la justice belge fédérale, unifiée, proche du citoyen, qui opère de manière transparente et indépendante** à tous les échelons, de la plus haute instance aux tribunaux locaux.

### La récidive...

Pour Défi, notre société aspire à des changements profonds et à une justice véritablement équitable. Dans ce sens, la question de la politique carcérale émerge comme un enjeu majeur.

Pour Défi, la prison **ne doit plus être uniquement perçue comme un lieu de punition, mais comme un espace de réhabilitation et de réinsertion**, où chaque individu a la possibilité de se

reconstruire pour mieux contribuer à la société une fois sa peine purgée.

De facto, pour Défi, élaborer une politique carcérale tournée vers la réinsertion revêt trois dimensions complémentaires:

(1) Prévoir des infrastructures humaines adaptées aux besoins et à la criminalité et dangerosité de chacun,

(2) utiliser la détention pour remédier aux causes sous-jacentes de la délinquance et

(3) développer une politique intégrée de réinsertion et réhabilitation pour prévenir la récidive.

### Criminel en col blanc...

Pour Défi, l'objectif est de récupérer l'argent qui devrait légitimement revenir à l'Etat. Si cet objectif est évident s'agissant de la fraude, pourquoi une multinationale qui exerce une activité économique en

Belgique devrait-elle être dispensée de payer sa juste part d'impôt et de contribuer à la prospérité de l'économie dans laquelle elle évolue ou au bien-être des travailleurs qu'elle emploie?

Pour Défi, la lutte contre la criminalité économique et financière, la corruption et l'évasion fiscale doit s'articuler autour de 3 axes:

(1) La transparence des bénéficiaires de paradis fiscaux et en matière de corruption,

(2) la coopération intra-belge, européenne et internationale entre les différents acteurs de lutte contre la criminalité financière et l'évasion fiscale et

(3) les moyens pour assurer la répression des criminels et le rapatriement des capitaux qui devraient revenir à l'Etat.

# Défi

## Vaincre les trafiquants, le terrorisme et la cybercriminalité

Pour Défi, restaurer la paix civile dans nos quartiers passera nécessairement par la réalisation des trois objectifs suivants:

- (1) Munir la police des moyens suffisants et des outils adaptés pour faire face à la (cyber)criminalité,
- (2) intensifier la lutte contre le trafic de stupéfiants, d'armes, des êtres humains, d'espèces sauvages, de contrefaçons et les violences qui en découlent et
- (3) renforcer et pérenniser notre arsenal antiterroriste.

Le principal défi auquel fait face la police intégrée depuis 10 ans est sans aucun doute le **désinvestissement de la police fédérale**.

D'une part, le budget de la police est dicté par l'actualité, ce qui le rend **instable, sans perspective claire, témoignant d'une vision court-termiste** et, d'autre part, le **désinvestissement des fonctions régaliennes au profit des Régions** mais au détriment de l'efficacité.

Parallèlement, l'on constate une recrudescence des faits de violence dans les grandes gares du pays, alors que **les cadres en vigueur restent identiques à ceux fixés en 2002** et que **la police des chemins de fer a été tout simplement dépecée** sous le gouvernement MR/N-VA.

## Attractivité, cadres...

Un policier gagne davantage comme opérationnel en intervention dans une zone de police (environ 2300-2500 euros net mensuel pour une jeune recrue) que comme enquêteur à la PJF (environ 2000 euros net mensuel pour une jeune recrue).

Défi vise donc à : **Faire du renforcement global de la police fédérale une priorité pour garantir la bonne conduite de ses missions et décharger les pouvoirs locaux, notamment en adoptant les mesures suivantes:**

**Réinjecter un budget de 100 millions d'euros pour la police fédérale**

**Allouer à la police judiciaire fédérale un**

**budget identifié spécifique lui permettant d'assurer une gestion budgétaire autonome.**

**Recruter 1600 agents à la PJF.**

Réévaluer les **cadres légaux de la police des chemins de fer** fixés par la convention de 2002

**Garantir l'octroi par le fédéral de la totalité des subsides aux écoles de police et évaluer l'impact de la nouvelle procédure de sélection des agents sur l'organisation et la fréquentation des formations de base.**

Défi propose également d'exécuter de manière rétroactive, au 1er janvier 2023, l'accord sectoriel quantitatif concernant les augmentations et corrections barémiques conclu en 2022, garantir que les chèques-repas promis soient financés par l'autorité fédérale et, veiller à ce que les pouvoirs locaux soient associés à toute nouvelle négociation en matière salariale dès le départ.

## NAPAP

Suspendre l'extinction progressive du régime de non-activité préalable à la pension (NAPAP) pour redémarrer les négociations avec les syndicats en vue de parvenir à un véritablement aménagement de fin de carrière adapté, harmonisé à tous les corps spéciaux d'intervention, y compris

pour la police.

## Pol Loc / Pol Fed

Assurer le financement optimal, pérenne et transparent des zones de police locale. Procéder, lorsque chaque délégation de missions aux zones de police locale, à une **évaluation d'impact sur le plan humain et financier**.

Réévaluer et adapter le **m é c a n i s m e** d u **financement des zones de police**, dont la norme KUL et les mécanismes qui la complètent.

Maintenir la possibilité pour les zones de police qui le souhaitent de procéder à une **fusion volontaire**.

Effectuer un état des lieux des besoins actuels des bâtiments de la police sur base de niveaux de priorité et poursuivre et intensifier leur rénovation et leur sécurisation

## Luttes

Intensifier la lutte contre le trafic de stupéfiants, d'armes, des êtres humains, d'espèces sauvages, de contrefaçons et les violences qui en découlent

Renforcer et pérenniser l'arsenal anti-terroriste

**En conclusion**, Défi vise approche équilibrée pour refinancer de manière durable la justice et la police en maximisant les ressources existantes tout en explorant de nouvelles sources de financement.





Pas de document proposé, mais un programme consultable en ligne.

## Sécurité

Pour le PTB, vivre en sécurité est un droit fondamental. Mais les problèmes qui rendent la vie des gens dangereuse ne sont pas abordés sérieusement. Nous voulons sanctionner la criminalité de manière effective, en priorité la grande criminalité. En même temps, nous misons sur une politique de prévention reposant sur une police de proximité, un travail de quartier solide et des services de secours performants.

## Les mesures

**Priorité à la lutte contre la grande criminalité, le crime organisé et le trafic de drogue.**

Le PTB propose alors une série de décisions qu'il prendrait. A titre d'exemple : Donner aux douanes, à la police judiciaire fédérale et au parquet les moyens nécessaires pour qu'ils puissent à nouveau faire leur

travail décemment après des décennies d'austérité.

**Ensuite, combattre le terrorisme.**

Pour ce faire, il faut améliorer la communication entre les différents services et à l'international afin de donner un vrai suivi aux signalements. Les demandes d'extradition sont traitées rapidement et sérieusement.

**Egalement, veiller à une police de proximité, pierre angulaire de notre sécurité.**

Le PTB désire revaloriser les commissariats de proximité et rouvrons ceux qui ont été fermés. **Nous refusons une nouvelle fusion des zones de police.**

Pour le PTB, il faut mettre fin à la militarisation permanente de la police locale et à l'achat d'armes et de munitions de guerre pour les missions de police.

Un autre point est de

développer une police de quartier proche des gens. Elle offre un service accessible afin d'améliorer la cohésion sociale et le vivre ensemble.

**Pour le PTB, il vaut mieux prévenir que guérir.**

Il préconise que pour la petite délinquance, tout délit doit être sanctionné et ne peut rester impuni. Mais, pour éviter la récidive, il faut des sanctions réparatrices afin que les auteurs prennent conscience de ce qu'ils ont infligé aux victimes.

Pour ce faire, à titre d'exemple, le PTB parle de la philosophie suivante :

« Pour lutter efficacement contre la criminalité, il faut une société fondamentalement différente qui supprime l'inégalité structurelle. Une société où la coopération remplace l'égoïsme et où le développement culturel et social remplace l'appât du gain rapide. Il est important

de rendre la société plus égale afin de favoriser la sécurité.

**Des services de secours performants.**

Ce volet aborde la situation des pompiers et de la protection civile.

**Lutter contre les violences sexuelles et intrafamiliales.**

Le PTB désire créer, dans chaque zone de police locale, un service spécialisé dans les violences sexuelles et intrafamiliales.

**Renforcer le contrôle démocratique.**

Pour ce faire, le PTB préconise d'abroger la circulaire de la ministre de l'Intérieur sur l'interdiction préventive de manifester et le PTB s'oppose à toute nouvelle restriction de ce droit. **La police ne peut pas être utilisée comme moyen de répression contre le mouvement social.**

Il faut également pour le PTB



empêcher le recours abusif aux sanctions administratives communales (SAC).

Le PTB va également **lutter contre les policiers violents et ceux qui les protègent. Nous évaluons certaines méthodes d'intervention qui impliquent souvent la violence.**

Pour le PTB, il faut également lancer un numéro vert anonyme contre le harcèlement au sein de la police. Et assurer la protection des lanceurs d'alerte, ainsi que des témoins et des victimes.

Un programme qui aborde également les problèmes liés à la drogue. La vision est la suivante :

L'addiction est une maladie terrible, tant pour les personnes qui en souffrent que pour leur entourage. Personne ne gagne à les traiter comme des criminels. Dans une société où les inégalités, la pression de la performance et les problèmes sociaux sont en constante augmentation, de plus en plus de personnes se tournent vers toutes sortes de produits stupéfiants. Pour le PTB, les soins, l'assistance et la

prévention doivent être au centre des priorités. Parallèlement, il faut lutter contre la mafia de la drogue et la violence liée à ce trafic.

## Concernant la justice

Beaucoup de Belges le ressentent : nous avons dans notre pays une justice de classe. La justice en Belgique est lente, chère et incapable de protéger les intérêts des citoyens ordinaires. En revanche, elle arrive toujours à mieux défendre ceux de la classe dominante. Il faut alors mettre en place une réforme démocratique de la justice pour la rendre plus accessible, plus juste et plus efficace.

## Attractivité, fin de carrière.

Le PTB parle plus des salaires limités par la loi de 96.

Concernant la police, le PTB désire mettre en place un régime structurel des fins de carrière pour les policiers et revaloriser le statut.

Concernant les pensions, le

PTB préconise un retour à 65 ans.

Le PTB désire ouvrir le droit à la pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans, au bout d'une carrière de 40 ans.

De plus, les personnes qui ont exercé pendant 35 ans un métier pénible doivent pouvoir prendre leur pension plus tôt.

Les personnes exerçant un métier pénible sont plus susceptibles d'être usées ou épuisées, ce que refusent d'admettre les employeurs et les dirigeants des partis de droite. Selon eux, « il n'y a plus de métiers pénibles, seulement des corps faibles ».

## Concernant l'organisation du travail

À titre d'exemples des mesures préconisées par le PTB :

Un jour de travail compte minimum 3 heures et maximum 8 heures. Entre deux prestations de travail, il faut garantir un repos minimum de 14 heures.

Chaque heure prestée en plus du temps de travail normal est considérée comme une heure supplémentaire et est payée 50 % de plus que le salaire horaire contractuel.

Le travailleur peut les récupérer le jour de son choix dans un délai de trois mois.

Il faut aussi adapter la législation afin que la semaine de 30 heures sans perte de salaire à temps plein soit légalement possible pour dégager du temps pour la famille.

De même, en priorité une réduction du temps de travail pour les travailleurs les plus âgés et les métiers les plus durs, compensée par de nouvelles embauches.

**Le PTB vise également à faire reconnaître les troubles liés au stress, tels que le burn-out, comme maladies professionnelles.**

## Racisme

Pour le PTB, il faut interdire légalement le profilage ethnique. **Rendre obligatoire la remise d'un récépissé avec les motifs du contrôle de police à chaque contrôle d'identité.**

Les agents de police sont formés au travail interculturel et reçoivent une formation antiraciste au cours de leur formation. La police doit jouer un rôle modèle. Il faut donc prendre des mesures rapides et strictes contre le racisme de certains policiers. Et se montrer plus sévères à l'égard des responsables hiérarchiques.

À travers un recrutement ciblé, la police doit mieux refléter la société dans toute sa diversité. Un esprit ouvert face à la diversité devient un critère de sélection pour les candidats agents.



## En résumé...

|                                                                                                           |  |  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Le programme envisage le retour de la notion de pénibilité du travail pour le calcul de la pension</b> | X                                                                                 |                                                                                   | X                                                                                  | X                                                                                   | Conserver la NAPAP                                                                  | X                                                                                   |
| <b>Salaire qui augmente</b>                                                                               |                                                                                   | X                                                                                 | X                                                                                  | Pas clairement dit                                                                  | Accord sectoriel respecté + chèques repas à charge complète de l'autorité           | Désir revaloriser mais ne détaille pas                                              |
| <b>Engagement (complétude du cadre)</b>                                                                   | X                                                                                 |                                                                                   | X                                                                                  | X                                                                                   | Oui mais en orientant vers les PJF                                                  |                                                                                     |
| <b>Réforme de la formation</b>                                                                            | X                                                                                 | Formation plus longue                                                             | Certains modules plus spécifiques                                                  |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |
| <b>Fusion</b>                                                                                             | X                                                                                 | X                                                                                 | X                                                                                  | Vise une réforme de la norme KUL                                                    | X                                                                                   |                                                                                     |
| <b>Lutte contre la violence faite aux policiers</b>                                                       | X                                                                                 | X                                                                                 | X                                                                                  | X                                                                                   |                                                                                     |                                                                                     |
| <b>Lutte contre les violences policières</b>                                                              | X                                                                                 | X                                                                                 |                                                                                    |                                                                                     |                                                                                     | X                                                                                   |